

(N° 419.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 23 JUILLET 1924.

Projet de loi portant **érection de la commune de Saint-Louis (Flandre-Occidentale)**

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. AMELOT.

MESSIEURS,

Votre Commission spéciale a pris connaissance des différentes pièces du dossier et a constaté que si l'érection de la commune de Saint-Louis est réclamée par un grand nombre d'habitants de ce hameau, elle est combattue tout aussi vivement par la généralité de la population de Deerlyek qui est la commune-mère.

Disons, avant tout, que la commune de Deerlyek est située à 7 kilomètres de Courtrai et comptait, au 31 décembre dernier, 5,794 habitants dont 1,214 habitent Saint-Louis.

Des requêtes à tendances opposées et revêtues toutes de centaines de signatures émanant d'individualités et de groupements divers sont jointes au dossier.

Votre Commission a examiné attentivement les arguments invoqués de part et d'autre par les requérants.

Les partisans de la séparation font valoir que le hameau de Saint-Louis est situé à 5 kilomètres de Deerlyek. Ils ajoutent que ce hameau possède une église, un cimetière, une école pour garçons et filles comprenant six classes, une école gardienne, un bureau auxiliaire des postes, un bureau public du téléphone et est éclairé à l'électricité.

Tous les organismes ou institutions indispensables à la marche régulière d'une commune y ont été créés et fonctionnent normalement.

Une des raisons les plus plausibles pour justifier la disjonction de ces deux agglomérations, est certainement la grande distance qui sépare le bourg de

(1) Projet de loi, n° 243.

(2) La Commission, présidée par M. Reynaert, était composée de MM. Amelot, Calteeuw, Huyshauwer, Mostaert, Reynaert, Vandevelde, J.

St-Louis du centre de la commune et rend assez difficiles les rapports administratifs.

De plus, il paraît que la police y serait mal faite, les deux gardes champêtres habitant Deerlyck ne se rendraient à St-Louis que pour des affaires administratives.

Les requérants ajoutent aussi que les opinions, le caractère et la mentalité des habitants de St-Louis sont absolument différents de ceux des habitants de Deerlyck, mais ils ne donnent guère à ce sujet quelques précisions.

Ils sont convaincus, disent-ils, que ce hameau, possédant tous les éléments et les ressources nécessaires à la constitution et à l'existence d'une commune distincte, ils sauront la rendre viable et même prospère et que sa population supportera aisément le surcroît de dépenses qui résultera de cette disjonction.

A tous ces arguments, les habitants de Deerlyck en opposent d'autres qui sont tout aussi péremptoirs que les premiers et sont basés surtout sur des considérations financières.

La séparation entraînera, disent-ils, pour les deux communes des dépenses nouvelles assez importantes : nomination d'un secrétaire, d'un receveur communal, d'un employé de l'état civil, d'un garde champêtre, dont les traitements initiaux seuls s'élèveront, d'après les lois récemment votées par le Parlement, à près de 8,000 francs.

Il y aurait lieu d'ajouter à cette dépense les frais d'administration, traitements des bourgmestre et échevins, indemnités aux conseillers communaux, etc.

Ces dépenses, qui ne feront qu'augmenter, devront être supportées exclusivement par les habitants de Saint-Louis ; l'augmentation des dépenses annuelles peut, certes, être évaluée de ce chef, sans exagération, à près de 12,000 francs par an, soit environ 10 francs par habitant.

La disjonction augmentera d'autre part les charges de la commune mère et entraînera infailliblement pour elle l'obligation de voter des impositions importantes.

Les partisans du maintien du *statu quo* soutiennent aussi que la grande distance séparant les deux agglomérations n'offre pas de grands inconvénients pour la population de Saint-Louis parce que ce hameau est relié à la commune-mère par d'excellentes voies de communication : chaussées, chemins empierrés et pistes cyclables, que de plus les habitants de Saint-Louis sont appelés rarement à se rendre à Deerlyck, puisqu'en dehors de la maison communale ils possèdent une église, des écoles et sont reliés au téléphone, qu'enfin les bureaux du secrétaire communal sont ouverts au public tous les jours de 8 1/2 à 12 heures et de 2 à 6 heures. Cette facilité ne pourrait pas être donnée à des habitants d'une commune de 1,200 habitants, car la présence au bureau d'employés communaux d'une petite commune pendant 7 1/2 heures par jour ne se justifierait pas.

Ils estiment donc que les avantages qui résulteraient de la séparation ne contrebalanceraient guère les nombreux inconvénients.

Quels sont maintenant les avis qui ont été émis par les différentes autorités appelées à statuer sur cette question ?

Le conseil communal de Deerlyck, en séance du 16 décembre 1921, s'est opposé à la séparation.

Cette décision a été prise par 4 voix contre une. 4 membres, dont un habitant le hameau de Saint-Louis, se sont abstenus. 2, dont un de Saint-Louis, étaient absents. Cette délibération a été confirmée par un deuxième vote du conseil en date du 14 juillet 1922.

L'affaire fut soumise au conseil provincial de la Flandre Occidentale qui chargea un membre de la Députation permanente de procéder à une enquête. A cette enquête, qui fut tenue à Deerlyck, le 27 mai 1922, comparurent des partisans et des adversaires de la séparation; tous étayèrent leur opinion sur les considérations développées plus haut.

Le conseil provincial émit, en sa session de 1922, un avis favorable à la séparation, avis auquel se rallia M. le Gouverneur de la Flandre Occidentale.

Votre Commission, après avoir examiné objectivement tous les arguments favorables et défavorables au maintien du *statu quo*, émit l'avis qu'il n'y avait pas lieu d'ériger le hameau de Saint-Louis en commune distincte.

Cet avis est basé sur les considérations suivantes :

Elle estime que les raisons justifiant le maintien de la situation actuelle sont décisives et péremptoires.

Il paraît en effet certain, d'une part, que l'unanimité des habitants de Deerlyck est opposée à la séparation et que, d'autre part, comme il résulte d'une enquête tenue récemment dans une partie du hameau de St-Louis, et dont nous joignons ici un procès-verbal, un grand nombre d'habitants de ce hameau semble ne se préoccuper que fort peu de la question. Sur cinquante personnes interrogées, deux seulement sont favorables, huit y sont hostiles, les quarante autres n'attachent guère d'importance à la solution qui interviendra.

Il paraît donc vraisemblable que les signatures recueillies par les promoteurs de cette demande n'ont pas été apportées spontanément et ont été, si pas imposées, tout au moins sollicitées.

Il semble même résulter des renseignements communiqués aux membres de la Commission qu'un revirement s'est produit dans l'opinion d'un grand nombre d'habitants de St-Louis qui, se rendant compte des conséquences financières qu'amènerait la séparation, sont devenus plutôt favorables au maintien du *statu quo*.

L'attitude des quatre membres du Conseil communal — dont un habite Saint-Louis — qui s'étaient abstenus la première fois et qui maintenant réclament le maintien de l'homogénéité de la commune, prouve surabondamment ce revirement.

Si, d'autre part, il est vrai que le Conseil communal n'a pas voté de taxes nouvelles depuis l'armistice, la situation financière de Deerlyck est cependant loin d'être brillante.

Voici, d'après les comptes approuvés des cinq dernières années, quel est le montant des recettes et des dépenses ordinaires :

	Recettes.	Dépenses.
1916	fr. 49,877.99	fr. 70,481.27
1917	48,818.60	75,326.11
1918	41,447.51	86,465.94
1919	67,376.75	83,388.04
1920	82,116.07	117,201.73

soit donc un déficit, pour cette dernière année, de plus de 35,000 francs à l'ordinaire.

Les comptes 1921 et 1922 ne sont pas encore approuvés, les paiements n'ayant pu se faire en temps utile.

D'autre part, des travaux urgents devront être exécutés qui entraîneront, d'après un devis dressé par l'administration communale, un total de dépenses de plus de 200,000 francs.

En voici le détail :

	(Dépenses évaluées à)
Bâtiments communaux	fr. 20,000
Voirie à réfectionner.	150,000
Deux écoles à restaurer	25,000
Plusieurs ponts à construire et à réparer.	20,000
Clôture à établir autour du cimetière	2,000
Soit un total de.	fr. 217,000

Tous ces travaux n'ont pu être réalisés jusqu'à présent, faute de ressources.

Il ne paraît donc pas opportun d'augmenter inutilement les charges de cette commune et de consentir à la disjonction de ces agglomérations.

Tout fait supposer que cette séparation n'est probablement sollicitée que pour satisfaire avant tout les vues personnelles de quelques habitants, fort estimables sans doute, mais qui ne prennent pas toujours en considération l'intérêt de la collectivité.

Du reste, le fractionnement des communes rurales constitue un obstacle à une émancipation sérieuse de l'autorité municipale.

L'enseignement technique et provincial, la police, la voirie et surtout les œuvres sociales actuelles et de l'avenir sont des institutions que la plupart des petites communes rurales sont incapables de créer ou de maintenir et leurs habitants doivent nécessairement être privés de toutes les améliorations qui sont actuellement réservées aux habitants de centres importants. Elles ne possèdent bien souvent ni bibliothèques, ni service hospitalier, ni réseaux d'égouts, ni enseignement technique, ni service d'incendie organisé, ni distribution d'eau.

C'est en se basant surtout sur ces considérations d'ordre général et objectif que votre Commission vous propose le maintien des limites actuelles de la commune de Deerlyck.

Elle croit enfin que voter la séparation de ces deux agglomérations serait poser un précédent fâcheux contre lequel il y a lieu de réagir, car les hameaux d'autres communes limitrophes, telles que Staceghem dépendant de Harelbeke, Nieuwenhove de Waereghem et Knocke de Sweveghem, seraient disposés à entrer dans une voie que votre Commission estime dangereuse et contraire à l'intérêt général, le morcellement poussé à l'extrême excluant toute possibilité de progrès dans la vie économique.

Ce rapport fut approuvé par quatre voix contre une et une abstention.

Le Rapporteur,

ALF. AMELOT.

Le Président,

E. REYNAERT.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 23 JULI 1924.

Wetsontwerp tot oprichting der gemeente Sint-Louis (West-Vlaanderen) (1).

VERSLAG

NAHENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER AMELOT.

MIJNE HEEREN,

Uwe Bijzondere Commissie heeft kennis genomen van de onderscheidene stukken, die het dossier samenstellen, en heeft vastgesteld dat, zoo de oprichting van de gemeente Sint-Louis wordt geëischt door een groot aantal inwoners van dit gehucht, zij even sterk wordt bekampt door heel de bevolking van Deerlyek, die de moedergemeente is.

Zeggen wij, eerst en vooral, dat de gemeente Deerlyek gelegen is op 7 kilometer van Kortrijk en dat zij, op 31 December l. l., 5,794 inwoners telde, waaronder 1,214 Sint-Louis bewonen.

Verzoekschriften in tegenovergestelden zin, en allen bekleed met honderden handteekeningen vanwege onderscheidene personen en groepeeringsen, zijn bij het dossier gevoegd.

Uwe Commissie heeft met aandacht de wederzijdsche beweegredenen van de aanzoekers nagegaan.

De voorstanders van de scheiding doen gelden dat het gehucht Sint-Louis gelegen is op 5 kilometer afstand van Deerlyek. Zij voegen er bij, dat dit gehucht eene kerk bezit, een kerkhof, eene school voor jongens en meisjes met zes klassen, eene bewaarschool, een hulp-postbureel, een openbaar telefoonkantoor en dat het electrisch verlicht is.

Al de diensten en inrichtingen, onontbeerlijk voor den regelmatig gang van eene gemeente, zijn er tot stand gebracht geworden en werken er normaal.

Eene der meest afdoende redenen om de afscheiding van deze beide agglome-

(1) Wetsontwerp, n^o 243.

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer Reynaert, bestond uit de heeren Amelot, Catteuw, Huyshauwer, Mostaert, Reynaert, Vandevelde, J.

raties te rechtvaardigen, is gewis de groote afstand welke het vlek van Sint-Louis scheidt van de kom der gemeente en al de bestuursbetrekkingen zeer bemoeilijkt.

Daarenboven, het schijnt dat de politie er slecht zou ingericht zijn, dat de twee veldwachters, die Deerlyck bewonen, zich slechts voor bestuurszaken naar Sint-Louis begeven.

De aanzoekers voegen er ook bij, dat de zienswijzen, het karakter en de geestesgesteldheid van de bewoners van Sint-Louis geheel verschillen van die der bewoners van Deerlyck, doch dienaangaande geven zij geene nadere aanduidingen.

Zij zijn overtuigd, zeggen zij, dat dit gehucht, al de bestanddeelen en al de noodige middelen bezit om een afzonderlijke gemeente te vestigen en te laten bestaan; dat zij dezelve leefbaarheid en voorspoed kunnen verzekeren en dat de bevolking er van met gemak de uit deze afscheiding voortvloeiende uitgaven zal dragen.

Aan al die beweegredenen, stellen de inwoners van Deerlyck er andere tegenover, welke even afdoende zijn als de eerste en steunen op beschouwingen van financieelen aard.

Zij beweren dat de afscheiding, voor de beide gemeenten, tamelijk groote uitgaven zal veroorzaken: benoeming van een secretaris, een gemeenteontvanger, een beambte van den burgerlijken stand, een veldwachter, wier aanvangswedden alleen, volgens de bestaande wetten, op nagenoeg 8,000 frank moet geraamd worden.

Aan die uitgaven moeten gevoegd worden de kosten voor bestuur, de wedden van burgemeester en schepenen en de vergoedingen der gemeenteraadsleden, enz.

Deze uitgaven, die geleidelijk zullen verhoogen, moeten uitsluitend gedragen worden door de bewoners van Sint-Louis; de verhooging der jaarlijksche uitgaven mag, uit dien hoofde, zonder overdrijving worden geraamd op meer dan 12,000 frank per jaar, of ongeveer 10 frank per inwoner.

De afscheiding zal, anderzijds, de lasten van de moedergemeente verhoogen en zal onbetwistbaar voor verplichting medebrengen aanzienlijke belastingen te moeten invoeren.

De voorstanders van het behoud van het *statu quo* houden ook vol, dat de groote afstand, welke beide agglomeraties scheidt, geen groot bezwaar is voor de bewoners van Sint-Louis, daar dit gehucht verbonden is met de moedergemeente door uitstekende verbindingswegen: steenwegen, kiezelwegen en velopaden, dat, daarenboven, de bewoners van Sint-Louis zelden verplicht zijn zich naar Deerlyck te begeven, dewijl zij — buiten het gemeentehuis — eene kerk, eene school bezitten en met de telefoon zijn verbonden; dat, eindelijk, de bureelen van het gemeentesecretariaat voor het publiek open zijn alle dagen van 8 1/2 tot 12 uur en van 2 tot 6 uur. Dit gemak zou niet kunnen gegeven worden aan inwoners van eene gemeente met 1,200 zielen, daar de aanwezigheid van gemeentebeambten op het bureel van eene geringe gemeente, gedurende 7 1/2 uur per dag, niet zou gebillijkt zijn.

Zij zijn dus van gevoelen dat de voordeelen uit de scheiding voortvloeiende niet tegen de talrijke nadeelen zullen opwegen.

Welke is thans het advies van de geraadpleegde overheden?

De gemeenteraad van Deerlyck, in vergadering van 16 December 1921, heeft zich tegen de afscheiding verzet.

Deze beslissing werd genomen met vier stemmen tegen ééne. Vier leden, waarvan een lid het gehucht St-Louis bewoont, hebben zich onthouden. Twee leden, waarvan één uit St Louis, waren afwezig. Deze beraadslaging werd bevestigd door ééne tweede stemming van den Raad d. d. 14 Juli 1922.

De zaak werd aan den provincialen raad van West-Vlaanderen voorgelegd, die aan een lid van de Bestendige Deputatie opdracht heeft gegeven, over te gaan tot een onderzoek. Bij dit onderzoek, dat plaats vond te Deerlyck d. d. 27 Mei 1922, verschenen voor- en tegenstanders van de scheiding; allen steunden hunne meening op de hooger uiteengezette beschouwingen.

De provinciale raad bracht, in zijn zittingsjaar 1922, een gunstig advies uit voor de scheiding, advies dat door den Gouverneur van West-Vlaanderen werd bijgetreden.

Nadat uwe Commissie al het vóór en tegen van het *statu quo* zakelijk had onderzocht, was zij van gevoelen dat het gehucht St-Louis niet als zelfstandige gemeente diende te worden opgericht.

Deze meening steunde op de volgende beschouwingen :

Uwe Commissie meent, dat de redenen tot het behoud van den bestaanden toestand beslissend en afdoende zijn.

Eénerzijds schijnt het inderdaad zeker te zijn, dat de inwoners van Deerlyck allen tegen de scheiding zijn en dat, anderzijds, — zooals blijkt uit een onlangs te Sint-Louis ingesteld onderzoek en waarvan wij hier het verslag aan toevoegen — schijnt het dat een groot getal inwoners van dit gehucht zich weinig om die zaak gelegen laten. Op vijftig ondervraagde personen zijn er slechts twee gunstig gestemd, acht vijandig; de veertig anderen hechten weinig of geen belang aan de zaak.

Men zou dus denken dat de ingezamelde inteekeningen niet uit eigen beweging werden gegeven en zoo niet afgedwongen dan toch dringend aangevraagd.

Uit bij de Commissie ingekomen inlichtingen schijnt zelfs te blijken dat er ééne kentering in de meening der inwoners van St-Louis is ingetreden, dat zij met het oog op de geldelijke gevolgen der scheiding, veeleer het *statu quo* genegen zijn.

Deze keering blijkt ten overvloede uit de houding der vier leden van den gemeenteraad — waarvan één te St-Louis woont — die de eerste maal zich hadden onthouden en thans vragen dat de gemeente ongerept blijft.

Is het anderzijds waar, dat sedert den wapenstilstand de gemeenteraad van Deerlyck geene nieuwe belastingen heeft geheven, daaruit blijkt echter niet dat de geldelijke toestand van Deerlyck schitterend is.

Ziehier, volgens de goedgekeurde rekeningen der vijf laatste jaren, de tabel der gewone ontvangsten en uitgaven.

	Ontvangsten.	Uitgaven.
	—	—
1916. . . .	fr. 49,877.99	fr. 70,481.27
1917. . . .	48,818.60	75,326.11
1918. . . .	44,447.51	86,465.94
1919. . . .	67,376.75	83,388.04
1920. . . .	82,116.07	117,201.73

Dat is voor het laatste dezer jaren een tekort van 35,000 frank in de gewone begrooting.

De rekeningen van 1921 en 1922 zijn nog niet goedgekeurd, daar de betalingen niet bijtijd konden gedaan worden.

Anderzijds moeten dringende werken uitgevoerd worden, welke, volgens de berekening van het gemeentebestuur, eene geheele uitgave van 200,000 frank zullen vergen.

Ziehier de omstandige opgave :

Gemeentegebouwen : uitgaven geschat op . . . fr.	20,000
Werken aan de wegen	150,000
Herstel van twee scholen	25,000
Bouwen en herstellen van vele bruggen	20,000
Bouwen van een kerkhofmuur	2,000
Totaal . . . fr.	217,000

Bij gebrek aan geldmiddelen kon geen enkel van deze werken tot hiertoe worden uitgevoerd.

Het schijnt dus niet het oogenblik om nutteloos de lasten van deze gemeente te vermeerderen en in de splitsing van deze agglomeraties toe te stemmen.

Alles laat veronderstellen dat deze splitsing waarschijnlijk alleen gevraagd wordt om vooral aan de persoonlijke wenschen van eenige inwoners te voldoen, voorzeker achtenswaardige inwoners, maar die het algemeen belang te zeer uit het oog verliezen.

Overigens, het verbrokkelen van de landelijke gemeenten is een hinderpaal voor eene ernstige emancipatie van de gemeentelijke overheid.

Het technisch en het provinciaal onderwijs, de politie, de wegenis, en vooral de sociale werken van nu en later, zijn instellingen die de meeste kleine buitengemeenten niet kunnen oprichten of rechthouden, en de inwoners blijven noodzakelijkerwijs verstoken van al de verbeteringen die enkel ten goede komen aan de inwoners van grootere plaatsen. Zij bezitten dikwijls geene bibliotheken, geen hospitaal, geen riolen, geen technisch onderwijs, geen degelijke brandweer, geen watervoorziening.

Steunende op deze beschouwingen van algemeenen en objectieven aard, stelt uwe Commissie u voor de tegenwoordige grenzen van de gemeente Deerlyck te behouden.

Zij meent ten slotte dat de goedkeuring van de scheiding dier twee lokaliteiten een spijtig precedent zou scheppen, waartegen moet worden opgekomen, want de gehuchten van andere aangrenzende gemeenten, zooals Staceghem, afhangend van Harlebeke, Nieuwenhove van Waereghem, Knocke van Sweveghem, zouden denzelfden weg willen opgaan, wat wij gevaarlijk achten en in strijd met het algemeen belang, daar de verbrokkeling, tot het uiterste gedreven, alle mogelijkheid van vooruitgang in het economisch leven uitsluit.

Dit verslag werd goedgekeurd met vier stemmen voor, één tegen en eene onthouding.

De Verslaggever,

ALF. AMELOT.

De Voorzitter,

E. REYNAERT.